

Les complices infernaux : comment la gauche morale et le capitalisme financier ont mis l'Occident à terre



A l'occasion des fêtes, Atlantico republie les articles marquants de l'année qui s'achève. En se focalisant seulement sur les questions économiques et sociétales, la droite et la gauche ont respectivement développé un logiciel incomplet. L'élection présidentielle l'a montré...

Avec Vincent
Tournier

Avec Erwan Le Noan

Article publié initialement le 19 février 2017

Atlantico : En se faisant respectivement le chantre des questions économiques et celui des questions sociétales, la droite et la gauche ont ainsi, chacune, développé, au cours des dernières décennies un logiciel incomplet. Dans quelle mesure cela a-t-il précipité la rupture à laquelle nous assistons actuellement ?

Erwan Le Noan : La fin de la Guerre froide, la mondialisation et l'irruption de l'économie numérique ont profondément bouleversé les structures économiques et sociales que nous avons connues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces mutations ont accéléré la déliquescence de l'Etat-Providence qui était déjà, fort souvent, en situation de faillite faute de s'être réformé. Ces changements structurels ont créé des inquiétudes et fait des victimes.

Dans ce contexte incertain, il est périlleux politiquement de déstabiliser les citoyens à la fois sur le volet sociétal et sur le volet économique. Pour simplifier, **la gauche et la droite ont chacune choisi de rassurer les citoyens sur un volet, en le consolidant, et de faire évoluer seulement l'autre.**

La gauche a donc choisi de cajoler les électeurs en leur promettant qu'elle allait les consoler et préserver leurs situations économiques et sociales. En clair, elle fait le choix du conservatisme économique, tentant de perpétuer le système d'Etat-Providence qui était pourtant en échec, s'empêchant de le réformer. Pour exister politiquement, il ne lui restait que le volet sociétal : elle a donc monopolisé le sujet. La droite, à l'inverse, a préféré conforter les citoyens sur le volet sociétal, en confirmant leurs références culturelles ; en conséquence, elle a privilégié les réformes économiques.

Vincent Tournier : Peut-on dire que la droite se polarise sur les questions économiques, et la gauche sur les questions sociétales ? Le problème est plutôt que **la gauche et la droite, du moins pour les partis de gouvernement, se sont fortement rapprochés sur les questions économiques comme sur les questions sociétales.** Le spectre des propositions s'est singulièrement rétréci. Ni les socialistes, ni les Républicains ne mettent radicalement en cause les grandes orientations concernant l'intégration européenne et l'ouverture des marchés, et tous approuvent la libéralisation des mœurs. Il y a évidemment des nuances. Benoît Hamon veut plus de

social et de diversité culturelle, mais il ne propose pas de nationaliser les banques ou de protéger l'industrie nationale ; **quant à sa proposition-phare sur le revenu universel, elle n'est pas foncièrement incompatible avec une vision libérale de la société.** De son côté, François Fillon entend, certes, construire une Europe des nations, mais on ne voit pas bien comment il peut y parvenir, d'autant que son programme économique pour la France est plutôt libéral, ce qui va le mettre en porte-à-faux avec nos partenaires européens. Sur le plan sociétal, François Fillon ne propose pas de revenir sur le mariage gay, ni de restreindre le divorce ou l'avortement, il parle même de renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes. Même sur un sujet comme la pornographie, qui pourrait donner lieu à une critique plus forte de la part des conservateurs, il se contente de dire qu'il faut encourager la prévention par l'éducation.

D'une certaine façon, **on pourrait donc dire que la gauche s'est droitisée sur le plan économique, tandis que la droite s'est gauchisée sur le plan sociétal.** Cette évolution a deux sources fondamentales. La première résulte des **transformations sociales des Trente Glorieuses, avec la hausse du niveau de vie et du niveau d'éducation, ce qui a favorisé la diffusion des valeurs libérales-libertaires.** Les classes moyennes et supérieures sont désormais largement acquises à une conception libérale de l'individu, vu comme un sujet autonome et titulaire de droits, sur lesquels l'Etat n'a pas à empiéter. La seconde source tient au **contexte géopolitique** : la paix entre les grandes nations et l'internationalisation des échanges ont conduit à ériger des contraintes fortes sur les Etats. Les économies nationales sont désormais placées dans des réseaux d'interdépendance qui limitent leurs marges de manœuvre. L'acceptation du traité de Lisbonne par Nicolas Sarkozy, puis le renoncement par François Hollande à l'été 2012 de renégocier les traités européens, ont acté l'instauration d'un cadre institutionnel assez rigide.

A côté de cela, une partie de l'opinion exprime son désaccord avec ces grandes orientations. La désindustrialisation a laissé sur le carreau toute une partie des classes populaires, lesquelles ne se reconnaissent pas dans le projet de libéralisation culturelle et de métissage généralisé vanté par les élites. Une certaine crispation se renforce au fil des années. **C'est cette crispation qui est vraisemblablement à l'origine du Brexit ou de l'élection de Donald Trump,** comme l'a montré le politologue américain Ronald Inglehart dans une étude récente qui insiste sur le rôle des facteurs culturels (https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2818659). La situation française n'est cependant pas comparable. La probabilité de voir la colère populaire devenir majoritaire dans les urnes est très faible, notamment parce que celle-ci bénéficie de très peu de relais dans le monde médiatique et intellectuel, mais aussi dans le monde économique.

Depuis un certain nombre d'années, la gauche a amorcé une mue en termes de valeurs - notamment sous l'impulsion de Jacques Derrida et de son idée selon laquelle de nombreux phénomènes sociaux sont des constructions, qui peuvent donc être déconstruits. Parallèlement, le capitalisme financier - incarné par la droite - s'est très massivement développé depuis la chute du mur de Berlin. Comment la collision de ces deux phénomènes participe-t-elle à la perte de repères actuelle des sociétés occidentales ? Quel impact cette dissolution des croyances a-t-elle tout particulièrement sur les classes moyennes et le sentiment de sécurité que ces dernières éprouvent ?

Vincent Tournier : Précisons d'abord ce que l'on entend-on par "déconstruction". Le principe est assez simple : il s'agit de remettre en cause la pertinence de certaines notions, de certains concepts. La question est de savoir si les mots sont de bons reflets de la réalité, ou au contraire s'ils ne conduisent pas à avoir une vision déformée des choses. C'est le vieux débat médiéval sur le réalisme et le nominalisme : les mots ne sont-ils que des "noms" sans liens avec la réalité ? Par exemple, le concept d' "homme" est-il pertinent, alors que les hommes correspondent à des réalités très diverses selon les continents et les nations ?

La réflexion critique sur les concepts n'est pas scandaleuse en elle-même. Elle est même indispensable dans les sciences sociales et politiques car elle oblige à définir les notions : qu'est-ce que la violence ou la démocratie ? **Le problème est cette démarche déconstructiviste peut être utilisée dans une démarche politique.** Le combat politique inclut en effet une critique orientée ou sélective des concepts : on condamne les concepts utilisés par ses adversaires et on s'efforce d'imposer les siens. Par exemple, les libéraux récusent la notion de "classes sociales" alors que les socialistes y ont longtemps été très attachés. De même, les révolutionnaires de 1789 ont inventé la notion "d'Ancien régime" pour mieux justifier leur combat, même si cette notion n'a pas beaucoup de sens sur le plan historique.

La difficulté est que, **depuis les années 1970, le contexte culturel et intellectuel a favorisé un intense travail de déconstruction** mais avec une certaine hémiplegie. Au nom du progressisme, les critiques se polarisent sur certaines notions, mais en laissent d'autres de côté. En particulier, la nation a fait l'objet d'une forte remise en cause : elle est accusée d'être une pure construction sociale sans aucun rapport avec la réalité. C'est l'argument que l'on trouve encore récemment dans le livre dirigé par Patrick Boucheron, dont la thèse centrale n'est pas très différente de la déclaration d'Emmanuel Macron sur la culture française ("il n'y a pas une culture française"). Cette approche critique peut évidemment se défendre, mais on se demande quand même pourquoi elle n'est pas appliquée à d'autres notions, par exemple à l'Europe, ou encore à l'Algérie, deux notions dont la réalité historique et sociologique paraît encore plus fragile. De même, pour rebondir sur la polémique lancée par Macron, personne ne défend la thèse selon laquelle la "colonisation" n'existe pas puisque le système colonial a correspondu à des réalités historiques extrêmement diverses et hétérogènes. Evidemment, un tel argument est aujourd'hui inaudible car il vient réduire à néant l'idée selon laquelle la République est fondamentalement de nature colonialiste et dominatrice.

Il reste que **ce sentiment d'une certaine hémiplegie dans le travail de déconstruction fait peser une suspicion sur les intellectuels.** On a l'impression que ceux-ci mettent leur talent au service d'une certaine idéologie, peut-être même de l'idéologie dominante, celle qui entend soutenir la mondialisation et la libéralisation des échanges et des flux en tout genre. Cette situation est d'autant plus étonnante que les intellectuels sont souvent de culture marxiste, ce qui devrait les conduire à être plus critiques sur leur propre pratique. Mais curieusement, ils n'envisagent jamais d'appliquer la déconstruction à leur propre critique. Ils ne se demandent jamais si leur critique est vraiment révolutionnaire. C'est pourtant un débat qui mériterait d'être engagé : **les intellectuels actuels s'opposent-ils vraiment aux pouvoirs en place ?** Sèment-ils l'effroi dans les milieux économiques et financiers ? Mettent-ils leur carrière en danger lorsqu'ils lancent leur charge contre l'idée nationale au profit d'une société ouverte et cosmopolite ?

Erwan Le Noan : Le problème n'est pas la mondialisation mais **la faillite de l'Etat-Providence.** L'explosion de la liberté dans le

monde (depuis la chute de l'abomination communiste), le développement des pays du Sud (grâce au commerce international), l'enrichissement du monde sont des opportunités dont il faut se réjouir ; mais il est vrai que ces surgissements ont déstabilisé les classes moyennes et les sociétés occidentales. Celui qui aurait dû les accompagner dans ces mutations, qui aurait dû les préparer et qui aurait dû les protéger, c'est l'Etat-Providence. Or, il en a été incapable faute de se réformer, faute de rester enfermé dans les schémas en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En France, la gauche comme la droite sont restées enfermées dans les modèles politiques de l'Etat-Providence. Plus il échouait, plus elles considéraient qu'il devait être renforcé. **Elles ont abandonné tout conflit idéologique, toute vision du monde, toute explication de la société, au profit d'un consensus social-démocrate mou.** Aujourd'hui, face à l'échec calamiteux de ce modèle, qui suscite la colère des peuples, elles sont dans l'incapacité de repenser le monde, car elles ont été d'une grande paresse intellectuelle pendant des années.

Quel lien peut-on établir entre cette perte de repères que manifeste les sociétés occidentales et l'émergence récente des *Fake News* ? Jusqu'à quel point cette collision entre les nouvelles valeurs de la gauche et le capitalisme financier peut-elle être dangereuse ?

Vincent Tournier : Le lien est évident car **la gauche est aujourd'hui prise à son propre piège. Depuis les années 1970, elle ne cesse de remettre en cause la notion de vérité.** Dans son désir de mieux asseoir sa critique des institutions comme l'Eglise, l'école, la justice, la police ou l'Etat, elle a été conduite à promouvoir **un discours relativiste qui s'est initialement nourri du tiers-mondisme, avant de basculer vers l'idéal multiculturaliste.** C'est ce qu'on appelait, dans les années 1980, le "droit à la différence" : chacun étant détenteur d'une vérité, personne ne peut établir de hiérarchie entre les valeurs ou les cultures. **Cette mentalité relativiste est typique du contexte européen post-fasciste et post-colonial.** Elle prend appui sur une autocritique radicale : qui sommes-nous pour juger les autres, nous qui avons créé le fascisme et écrasé les autres peuples au nom d'un pseudo projet d'émancipation ?

La gauche a donc sa part de responsabilité dans ce qui arrive aujourd'hui. D'une certaine façon, elle a ouvert la voie à la post-vérité, d'autant que, en matière de vérité, elle peut difficilement s'ériger en donneuse de leçons, elle qui a longtemps bataillé pour masquer la réalité du système communiste, que ce soit avec les goulags en Urss ou les massacres en Asie commis au nom des révolutions prolétariennes.

Par ailleurs, ce qui est gênant avec le débat actuel sur la "post-vérité", c'est que l'indignation apparaît très sélective. Les mouvements dits populistes sont accusés de jouer sur les peurs et de ne pas respecter suffisamment la vérité, mais qui peut prétendre être parfait ? La politique n'implique-t-elle pas une certaine dose de mensonges et d'exagérations ? Dans le livre d'entretiens avec des journalistes, François Hollande a indirectement confirmé que les responsables politiques ne disent pas tout ce qu'ils pensent, ni tout ce qu'ils savent, comme on pouvait s'en douter. Quel parti ne cherche pas à jouer sur les peurs, à amplifier certains faits ou à taire certains problèmes ? Les opposants au Brexit n'ont-ils pas dramatisé à l'extrême les conséquences supposées d'une sortie de l'Angleterre de l'Union européenne ? Inversement, ceux qui ont affirmé que l'intégration européenne et la monnaie unique allaient apporter la prospérité et le plein-emploi ont-ils été totalement sincères ?

La politique est un domaine où la vérité est souvent très relative. Affirmer par exemple que les 35 heures ont créé beaucoup d'emplois, ou que l'immigration est un phénomène essentiellement positif, ne correspond pas forcément à des vérités clairement démontrables. Or, **beaucoup d'électeurs ont le sentiment que ceux qui donnent aujourd'hui des leçons de morale n'ont pas cessé de mentir, ou du moins de présenter sous un jour trop positif des réalités qu'eux-mêmes perçoivent de façon très négatives.** C'est bien là l'enjeu actuel : d'un côté, des élites qui proposent un récit du monde plein de promesses et d'optimisme, de l'autre une partie de la population qui ne voit rien venir, et dont le récit pessimiste apparaît finalement plus cohérent avec le monde tel qu'il est. Balayer l'inquiétude des gens en disant simplement qu'ils se trompent n'est pas forcément la meilleure façon de résoudre les tensions.

Erwan Le Noan : Le capitalisme n'est pas un danger, même s'il n'est pas parfait.

Dans une situation où les repères politiques se sont affaiblis, les citoyens expriment des impressions et les sentiments dominant. Le succès des *fake news* en est la preuve : elles trouvent une résonance parce qu'elles expriment une exaspération.